



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt , le vingt cinq septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

CANN Joël (pouvoir à PHILIPPE Georges)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
YVINEC Odile (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)

Absents

NICOLAS Angélique

Conseil de Communauté du 25 septembre 2020
Délibération n°DCC2020_174

Objet	Plan de formation 2020-2021
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Les actions de formation mentionnées au plan s'inscrivent dans un panel large de dispositifs, résumé ainsi qu'il suit :

- les formations dites obligatoires (intégration, professionnalisation au premier emploi, tout au long de la carrière, prise de poste à responsabilité, formation continue des policiers municipaux, autorisations de conduite d'engins de chantier, habilitations diverses - électriques, travaux en hauteur...),
- les formations dites de perfectionnement suivies à la demande de la collectivité (généralement réalisées de manière collective et en Intra),
- les formations dites personnelles effectuées à la demande de l'agent (relevant majoritairement du Compte Personnel de Formation (CPF), qui se substitue au Droit Individuel à la Formation (DIF). Elles permettent d'accéder à une qualification en vue de concrétiser un projet d'évolution professionnelle par l'acquisition de nouvelles compétences.

Dans ce cadre législatif et réglementaire, il convient d'adopter le plan de formation de la Communauté pour la période 2020-2021 qui a été élaboré en tenant compte des besoins exprimés par l'ensemble des directions, par l'étude approfondie des entretiens professionnels et en concertation avec les partenaires sociaux. Ce plan a donc vocation à satisfaire les besoins de formation tant individuels que collectifs et constitue en cela un outil de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Les actions de formation ont ainsi été réparties en cinq axes :

- Axe 1 – les besoins de formation collectifs,
- Axe 2 – les besoins de formation liés à la sécurité,
- Axe 3 – les besoins de formation individuels (demandés par le biais de l'union CNFPT et des organismes de formation hors CNFPT),
- Axe 4 – les demandes de formation liées à une évolution professionnelle,
- Axe 5 – les besoins individuels demandés dans le catalogue CNFPT.

Les formations sont assurées majoritairement par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) eu égard au versement obligatoire de la cotisation patronale. Ces propositions d'actions pourront au cours de la période retenue (jusqu'au 31.12.21) faire l'objet :

- d'adaptations en fonction des besoins,
- de l'allocation de nouveaux crédits budgétaires en 2021

Le budget 2020 octroyé au plan de formation en dehors des formations informatiques (dispensées par les fournisseurs de logiciels) s'élève à 13 000 €.

DÉLIBÉRATION :

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier portant statut de la Fonction Publique Territoriale,
Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale,
Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,
Vu l'avis du comité technique du 23 septembre 2020.
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 15 septembre 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : valide le plan de formation 2020-2021.